



HAL
open science

Une étoile dans tous mes rêves. Récit d'implications et d'exil

Ahmed Ghouati

► **To cite this version:**

Ahmed Ghouati. Une étoile dans tous mes rêves. Récit d'implications et d'exil. Algérie Littérature Action, 2002, 57-58, pp.51-61. hal-01459386

HAL Id: hal-01459386

<https://hal.science/hal-01459386>

Submitted on 6 Sep 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une étoile dans tous mes rêves. Récit d'implications et d'exil

Ahmed Ghouati
Institut Maghreb Europe, IME,
Université de Vincennes-Saint-Denis Paris 8

Préambule

J'ai pensé ce récit en 1990-1991, année de mon inscription en DEA à l'Université de Paris VIII. Cependant, dès 1992, la violence en Algérie m'a forcé à l'écrire. A l'instar de mes compatriotes, déroutés par un pays devenu brutalement et dramatiquement méconnaissable¹, je voulais comprendre. Et peut-être, sans trop me l'avouer, chercher une certaine conjuration d'un mauvais sort. La longue liste des morts aidant, j'ai pensé naturellement à ma propre mort. Ajoutée au poids de l'exil, l'idée de la mort me hantait au point qu'aucun autre objectif ne m'apparaissait plus urgent ou plus important que celui d'accomplir mon ultime devoir de mémoire à l'égard de mes deux enfants et par respect pour tous les anciens (paix à leur âme). Ecrire mon récit prenait alors pour moi l'allure d'une course contre la mort.

La première version de ce récit, à mes yeux inachevée², a été intégrée comme avant-propos³ pour un travail de thèse⁴ en Sciences de l'Education sur les rapports entre cultures et éducation en Algérie. Ainsi il a été lu, entre autres, par feu Abdelmalek Sayad. Dans sa critique, il voyait dans ce récit un certain état du pays à travers lequel " (...) l'histoire personnelle rejoint l'histoire collective, l'histoire tout court. A ce titre, sans qu'on s'éloigne trop de l'objet dont traite la thèse, ce document n'a pas seulement valeur de 'confession' (même raisonnée), il fournit matière à réflexion sur toute la sociologie du développement, la sociologie économique ainsi que sur les conditions de possibilité et de mise en œuvre des processus de rationalisation (au sens wébérien du terme) dans une société et une économie qui ont à les subir et en même temps à les conquérir (...)"

Sur le fond, cette nouvelle version ne rompt pas avec la première. Elle expose seulement des détails supplémentaires (pour la plupart en notes de bas de page) qui me semblent nécessaires à la compréhension de certaines positions que j'ai pu prendre ici ou là-bas. A l'appui de certaines affirmations ou hypothèses, je ne présente ni statistiques ni résultats expérimentaux. Il s'agit d'abord d'un travail de mémoire, avec toutes les limites et reconstructions humaines qu'il suppose et que j'assume en toute sérénité.

¹ De son côté El-Kenz observait que " (...) L'Algérie est devenue une inconnue ; elle qui était, qu'on pensait être, l'un des plus transparents des pays du Tiers-Monde, est devenue en quelques mois et jusqu'à ce jour un pays aussi inconnu que la lointaine Birmanie ou que l'Afghanistan. C'est ainsi, je ne sais pas ce qui s'est passé " (1994, " Algérie, les deux paradigmes, *REMM*, 68-69.

² Une autre version, très réduite, a fait l'objet d'une communication : Ghouati A., " Histoire de vie et vie de l'histoire : l'exil en héritage ", in : Leray C. et Bouchard C., *Histoire de vie et dynamique langagière*, Presses Universitaires de Rennes, 2000.

³ L'avant-propos s'intitulait " Implications et origines de la thèse ".

⁴ Le jury de thèse comprenait Fanny Colonna (présidente), Guy Berger et Denise Jodelet. Gravement malade, Abdelmalek Sayad n'avait pas pu participer à la soutenance orale.

“... Car l'histoire de notre tribu n'est écrite nulle part,
mais aucun fil n'est jamais rompu pour qui recherche ses origines ”

(Kateb Yacine, Nedjma, 1956)

On ne guérit pas de l'acculturation. On l'assume et on s'assume au terme d'un long travail sur soi et sur les siens. Or ce travail nécessite souvent de sortir de ses cadres habituels de pensée et même de vie ; “être étranger à soi ” en quelque sorte pour pouvoir se reconquérir et saisir autrement sa propre histoire comme celle de son groupe d'appartenance.

Cependant, quand j'ai quitté l'Algérie en 1982, je n'avais pas de projet de recherche. En toute conscience, j'avais envie de faire des études de psychologie ou de sociologie, de voir du monde ailleurs et de découvrir la France où résidaient, depuis le début des années 1940, deux de mes vieux cousins.

C'est avec le recul — l'Algérie m'habite plus que je ne l'habite depuis dix-huit ans déjà — et les nécessités du travail universitaire que je me suis posé des questions sur mes origines claniques ou tribales. Des sources orales et écrites indiquent que le clan Laghouati a vécu trois ruptures socio-culturelles : la première, la plus importante, est manifeste dans la migration forcée loin de la région d'origine (Laghouat). La seconde se matérialise par l'attrait de la ville (Constantine). Et, corollairement, la dispersion des jeunes hommes signe aussi l'impossibilité pour le clan de se reproduire en tant que tel, surtout quand ses jeunes se marient loin du séraïl.

En tant que branche de la tribu arabo-berbère des Maghrâwa (XI-XIIème siècle) qui vécut entre le Zâb et la montagne des Rached, le clan descend d'un ancêtre spirituel du nom de Cheikh⁵ El-Hadj Sidi Aïssa, arabo-berbère, fondateur de la ville de Laghouat (vers 1700). Il œuvra à réunir les différentes tribus de la région et devint le chef de la première djemâa.

A cette époque on pouvait déjà parler de tribus arabo-berbères, divisées en “çoff”, en quartiers et aussi en djemâa. Ce qui autorisait les brassages continuels entre les familles, les clans et même entre les tribus. Odette Petit (1976) parle de Laghouat, avec ses huit cents habitants à la veille de la conquête française, comme d'une “mosaïque composée de cellules spécifiques ”⁶.

Moins de dix ans après la défaite des troupes de l'Emir Abdelkader, Cheikh Charif Mohamed Ben Abdallah rassembla de nouveau les tribus de Laghouat pour repousser l'armée française. Mais elles perdirent la ville le 3 ou le 4 décembre 1852, après une bataille sanglante et meurtrière. Pour l'exemple, l'armée décida alors de détruire Laghouat⁷ (massacre d'habitants et d'animaux, destruction des maisons, arrachage des palmiers et confiscation des terrains de pacage). Les cinquante années qui suivirent la prise de cette “porte du désert ” seront jalonnées d'occupations progressives des grandes villes du Sud.

⁵ C'est tout à la fois le “ vieux ”, le maître, le sage et le guide spirituel.

⁶ *Laghouat. Essai d'histoire sociale*, Editions Collège de France.

⁷ Le peintre Eugène Fromentin qui se rendit dans cette ville en juin 1853, fournit — malgré lui — un témoignage insoutenable sur les massacres qui ont eu lieu, à commencer par le viol du tombeau du Cheikh El-Hadj Sidi Aïssa : “Une fois maître du terrain, écrit-il, on creva le marabout ; on y poussa une pièce d'artillerie, on fit une embrasure en perçant le mur qui regarde la ville, et la pièce, une fois en batterie dans le ventre de ce petit monument qui n'a pas quatre mètres carrés, ouvrit son feu contre la tour de l'est... L'assaut ne nous coûta que peu de monde ; et quant à la lutte qui se prolongea dans la ville et se répéta de maison en maison, elle fut désespérée de la part des Arabes, mais courte, et terrible seulement pour eux. Sur les deux mille et quelques cents cadavres qu'on releva les jours suivants, plus des deux tiers furent trouvés dans la ville... Ce ne fut que deux jours après qu'on s'occupa de l'inhumation... On se servit des cordes à fourrage, de la longe des chevaux, les hommes s'y attelèrent, il fallait à tout prix se débarrasser des morts ; on les empila comme on put, où l'on put, surtout dans les puits. Un seul, près duquel on m'a fait passer, en reçut deux cent cinquante-six, sans compter les animaux et le reste ” (*Un été dans le Sahara*, Plon, 1910).

Après son installation à Mila (Nord-Est), le clan Laghouati n'a pas vraiment réussi à se maintenir en tant que groupe élargi. Et c'est probablement cette seconde rupture qui sera fatale au clan dans son ensemble. A Constantine, le nom de famille perdit déjà le "La " (par hypothèse, j'attribue cette amputation au premier ou au second recensement officiel effectué par l'administration coloniale). Mon père — naissance présumée en 1907 — fut probablement le dernier à avoir quitté la terre. Dans son nouveau statut de paysan "prolétarisé", il connut d'abord la précarité à travers de nombreux voyages dans les villes de l'est du pays. C'est en allant à Skikda, pour devenir docker qu'il se maria (en 1936) avec une paysanne sans lien avec le clan.

N'ayant pratiquement plus de rapports avec les derniers membres du "clan de Mila", il décida alors de rejoindre le clan Amamra (celui de ma mère). Celui-ci, arrimé à la terre depuis fort longtemps, perdit beaucoup moins de bras pour la continuité du travail agricole.

Mes parents retournèrent cependant à Constantine pour s'y établir définitivement vers 1945. Mon père envoya l'aîné de la famille à la médersa, pour compléter sa formation coranique et scolarisa aussi trois filles (les trois autres étaient déjà mariées) et trois garçons (sur quatre) à l'école française du quartier, ouverte en 1952.

Quand mon père mourut tragiquement en octobre 1959 — alors que j'avais trois ans —, c'est à ma mère qu'incomba la lourde tâche de nous élever. Mais elle était déjà gravement malade et s'éteignit à son tour en août 1962, à l'âge de 48 ans. A un mois de ma première rentrée scolaire, les seuls souvenirs qui me restent de cette époque sont ceux d'une angoisse (de la rupture brutale avec ma mère), d'un espace public continuellement pris d'assaut par les manifestations de l'indépendance et d'un poste militaire⁸ qui déménage avec de gros engins.

A l'école je suis allé plutôt à reculons. Très vite d'ailleurs, je me suis mis à faire l'école buissonnière et j'ai échoué dans les premières années de ma scolarité. Mais le temps a toujours triomphé des blessures, comme on dit. J'ai néanmoins entretenu un rapport anxieux à l'école jusqu'au jour où j'ai revu Cheikh Slimane, mon ancien maître d'école coranique. Je venais de redoubler la classe de CM1 lorsqu'il me demanda comment se déroulait ma scolarité. Face à l'exposé des maigres résultats scolaires, sa réaction fut aussi déroutante que salutaire pour moi. En reconstituant approximativement, il me dit ceci : "Tu étais bon à l'école coranique et avec ce que tu as appris à la grande école, tu dois pouvoir nous aider... La Loudjna [djemâa de la mosquée] a un grand projet et il lui faut quelqu'un qui soit instruit en arabe et en français... Ton rôle serait de nous aider à rédiger un rapport pour l'administration locale... Ce sera une bonne action pour honorer la mémoire de tes parents... (hassana âla al-oualidine)".

J'ai commencé à faire la prière, et le travail de co-secrétaire⁹ de la djemâa me rendait heureux. Au bout d'une année je crois, la djemâa nous avait demandé de lui lire le "projet de construction d'une mosquée à la cité Améziane¹⁰". Le projet en question avait été agréé en 1969 et la première pierre posée en 1970 — en même temps que l'État ouvrait une souscription nationale et internationale pour la construction de l'Université islamique de Constantine.

⁸ Le centre, tenu officiellement par la gendarmerie, abritait en fait un sous-sol réservé à la torture. Il était connu sous le nom de *ferme Améziane*. Sinistre endroit sur lequel a enquêté Jean-Luc Einaudi (1991, Editions L'Harmattan).

⁹ Mon camarade d'école Abdelmadjid, le fils de l'imam Bouhaha, avait participé activement à cette tâche. En souvenir de notre fraternité, je reconnais avoir appris beaucoup de choses en sa compagnie, notamment en littérature d'expression française.

¹⁰ Rebaptisée aujourd'hui *Cité des Martyrs*.

Au niveau du quartier, j'observais cependant que plus le chantier de la mosquée se précisait et moins Cheikh Slimane avait d'élèves. La fréquentation de l'école coranique périclita vers 1973-1974 et un jour Cheikh Slimane émigra en France. Après ce projet, j'ai poursuivi normalement des études bilingues au collège, c'est-à-dire sans redoubler de classes et tout en travaillant occasionnellement au marché des fruits et légumes du quartier.

J'ai financé ainsi mes études jusqu'au brevet d'enseignement moyen. Cependant, j'ai dû quitter le lycée pour "m'engager" dans la vie active. Motivé par une carrière d'instituteur, je me suis inscrit (en 1973) à l'Institut Technologique de l'Enseignement (ITE). Or, comparativement à ce qui se pratiquait ailleurs, le pré-salaire de l'instituteur-stagiaire était insignifiant.

Cependant, l'Algérie était en chantier et les possibilités d'insertion ne manquaient pas. L'année suivante, je réussis¹¹ le concours d'entrée à l'Institut National des Industries Légères (INIL, Boumerdès) et m'engageais à suivre une formation de technicien supérieur en chimie. Nous avions une bourse de 700 DA par trimestre et une chambre gratuite, de surcroît au bord de la mer... à quelques 45 kilomètres d'Alger !

L'INIL venait tout juste d'être livré et pour beaucoup d'entre nous, venus de milieux modestes, ce fut le dépaysement total devant ce qui nous apparaissait alors comme un grand luxe. Mais la vraie découverte pour la majorité des 750 étudiants de l'époque, c'était la diversité humaine et culturelle : pratiquement toutes les régions du pays étaient représentées et l'on entendait parler ainsi tous les dialectes. Nous étions nombreux à avoir quitté pour la première fois la région, la ville ou le village d'origine.

Sur le campus, les premiers regroupements des étudiants se faisaient sur une base villageoise, régionale et/ou linguistique. Naturellement, je me retrouvai souvent avec des Constantinois. Mon camarade de chambre était de petite Kabylie (Cap Aokas). Passée la phase de "stupeur", et à la faveur de l'ancienneté sur le site, nous étions conduits à étendre nos cercles de relations et d'amitiés. Or quel que soit le groupe auquel on appartenait, on entendait toujours des musiques différentes et trois langues servaient dans toutes les conversations : l'arabe dialectal (algérien), le tamazight et le français.

Sur le site de Boumerdès¹², à l'INIL, à l'INGM (Génie Mécanique), à l'IAP (Pétrole) et à l'INH (Hydrocarbures), les cours se faisaient en français, même quand les professeurs étaient multinationaux. En revanche, à l'INELEC (Electronique) où les programmes étaient pris en charge exclusivement par une société américaine, les cours étaient donnés en anglais. Mais partout un module de terminologie arabe était obligatoire durant tout le cursus de formation.

¹¹ Mon ami de quartier et camarade du lycée Youghourta (Constantine), Mohamed Ziada, m'apporta au moment opportun un soutien très appréciable en mathématiques.

¹² Le site en question abritait de nombreux instituts, en l'occurrence l'Institut National des Industries Légères, l'Institut National du Génie Mécanique, l'Institut Algérien du Pétrole, l'Institut National des Hydrocarbures et l'Institut National de l'Electronique.

Au début, dans les chambres partagées, avait régné de l'incompréhension, voire de l'animosité. Nous n'écoutions pas les mêmes musiques, nous ne parlions pas le même langage... Cependant, nous ne pouvions pas vivre longtemps dans ce climat assez lourd. Alors, avec mon voisin de chambre, nous avons établi une sorte de "contrat" pour un échange linguistique : l'apprentissage du kabyle contre celui de l'arabe. Ce qui nous donna par la suite envie de découvrir nos régions respectives.

Il a fallu pratiquement près d'un an pour que ces échanges nous permettent de fraterniser. Intuitivement donc, et certainement pour les nécessités de la communication sociale, nous étions nombreux à avoir cherché à "gérer" (en naviguant à vue) cette espèce de multiculturalisme qui s'imposait à nous. Le temps nous était également nécessaire pour nous adapter à la mixité. Autant que je me souvienne, il y avait beaucoup moins de filles que de garçons. Indépendamment du nombre, leur présence contribuait à nous rendre un peu plus responsables, en tout cas un peu plus joyeux.

De ce point de vue, la force de l'expérience de Boumerdès tenait moins à la nature de la formation technologique qui nous a été dispensée, qu'au vécu parfois vertigineux de l'altérité. Avant de sortir de ma région, j'étais loin d'imaginer l'existence d'une telle diversité en Algérie. Et cette "découverte" (de la richesse socio-culturelle) s'est confirmée, par la suite, au cours des sorties de volontariat au profit de la Révolution Agraire¹³, à travers de multiples wilayas (Blida, Médéa, Djelfa, Batna, Jijel, Bejaïa,...). J'ai été fasciné par la beauté du pays. Or ces contacts, ces conflits et ces échanges étaient rendus possibles plus par la vie de groupe que par les modalités de la formation technologique en elle-même. Cette formation-là, me semble-t-il, était intéressante par certains contenus et les stages en entreprise. Par bien des aspects, elle répondait également à une profonde aspiration en termes de démocratisation de l'éducation et de la formation.

Néanmoins nous étions nombreux à nous poser la question : pourquoi former des milliers d'ingénieurs, de techniciens supérieurs et autres cadres techniques, si l'on n'attend pas d'eux une quelconque innovation ou une implication dans la construction de projets ? En effet, s'agissant de faire de nous de simples "gestionnaires" de procédés de fabrication importés, se posait (et se pose toujours) la question de la place et de l'utilité même d'une formation technologique de masse, dans une société qui veut plus consommer les technologies des autres que construire sa propre voie de « développement ».

¹³ Faisant partie des trois révolutions (industrielle, culturelle et agricole), cette dernière a été décrétée par le pouvoir en 1973. Le mouvement étudiant de l'époque, issu pour l'essentiel de l'ancienne Union Nationale des Etudiants Algériens (UNEA, dissoute en 1971), en a fait une base pour la mobilisation politique des jeunes, de 1973 à 1981.

En outre, au cours de cette même formation nous n'avions pas vraiment l'impression de nous développer humainement¹⁴. En nous, constamment, se sont juxtaposées deux personnalités : l'une culturelle ou "archaïque" et l'autre, superficielle, de "technologue". Certains d'entre nous, après quelques années passées à l'Institut, avaient fini par changer leur mode de vie (adoption de la cravate, consommation d'alcool, abandon des dialectes et expression en français ou en anglais...). Mais dans le fond, nous restions plutôt ambivalents, plutôt malheureux parce que déchirés entre nos héritages et les rôles de "chefs", correspondant à des catégories socio-professionnelles modernistes, pour lesquelles on nous préparait à grands frais.

Ni les rares cours (marginaux) de sciences sociales ni la terminologie arabe ne nous aidaient à voir plus clair dans cette situation, où le refoulement de nos personnalités culturelles était induit par la ferme volonté du pouvoir de nous libérer politiquement par le savoir des autres. Cette contradiction, qui revient comme un "sacrifice insu" selon la formule de Benslama¹⁵, explique en bonne partie le fait que la plupart de nos usines, de nos écoles et de nos universités aient rarement donné les résultats qualitatifs (et même quantitatifs) escomptés.

A la fin de la formation, en 1978, c'est-à-dire peu de temps avant la soutenance des mémoires de fin d'études, le ministre de l'époque avait décrété, sans aucune forme de consultation, que nous devions passer une année supplémentaire de Mise en Situation Professionnelle (MSP) en usine. Aux yeux de tous, cette décision était une violence institutionnelle. A la faveur d'un important mouvement de grève, ayant duré près de trois mois, le ministre nous avait accordé le statut de salarié. Mais restait l'obligation d'occuper tous les postes de la hiérarchie successivement : d'ouvrier à chef d'atelier ou chef de production pour les ingénieurs.

Cette année-là, je l'ai passée à l'unité céramique-porcelaine de Guelma, rattachée à la Société Nationale des Industries Chimiques (SNIC). La nature du travail était très agréable : dans ce métier, la technique s'accommode fort bien avec les aspects artistiques. Mais le seuil de productivité n'était jamais satisfaisant et à tous les stades de la production il y avait des défauts de fabrication "rebelles". L'encadrement technique de l'unité, formé dans sa totalité en Chine, ne voulait pas se poser trop de questions : dans une situation de monopole, nous soutenait-on, tous les produits sont écoulés. Arrivé à la phase terminale, on décida de m'affecter à l'atelier des matières réfractaires (fabrication des gazettes, destinées à contenir les pièces de porcelaines lors de leur passage dans le four). Or, dans cet atelier, du fait des conditions de travail difficiles — poussières, pénibilité, chaleur et danger de manipulation du marteau-pilon mécanique lors du pressage des gazettes —, il y avait à mon arrivée une moyenne annuelle de 7 accidents du travail avec arrêt définitif de travail (pertes de mains).

Comme dans le reste de l'usine, le climat humain de l'atelier n'était pas vraiment détendu et, dans ces conditions, je devais seconder le chef d'atelier titulaire du poste.

La coupure était nette entre les responsables en blouse blanche et les ouvriers en tenue bleue. N'ayant aucun pouvoir décisionnel, je proposai alors au responsable de l'atelier de m'occuper des aspects d'organisation et de sécurité liés au travail. Ce qu'il accepta sans difficulté. Je mis alors en place un entretien hebdomadaire avec chaque ouvrier. Voulant comprendre la source des accidents, je faisais l'hypothèse que l'effet d'abrutissement (monotonie du marteau-pilon) et la fatalité (liée aussi à l'ingratitude d'un travail répétitif et pénible) pouvaient être atténués par la proximité du "chef" et l'écoute des ouvriers.

¹⁴ Dans l'analyse de Habib Tengour, l'accès de l'Algérie à l'indépendance ne s'est pas accompagné d'une libération psychologique, nécessaire à la confrontation avec la modernité et la gestion sereine du changement social. " En vérité, dit-il, nous ne sommes pas en paix avec nous-mêmes " (" Le fourvoisement des élites ", entretien, *Intersignes*, 10 Spécial " Penser l'Algérie ", 1995).

¹⁵ Cf. *Intersignes*, 10 Spécial " Penser l'Algérie ", 1995.

En trois mois de travail, je n'avais pas vraiment réussi à comprendre tout le problème. Pour cela, je n'avais ni la formation humaine nécessaire ni l'expérience de l'entretien non directif, adapté à ce genre de situation. Avec les ouvriers, j'ai agi "au feeling", avec toute la naïveté et l'enthousiasme d'un jeune sortant tout frais de l'école. Mais ce qui m'a le plus conforté dans mon envie de suivre une formation en sciences humaines, fut le fait que les ouvriers aient apprécié qu'on consacre une heure par semaine à les écouter. En outre, durant mon passage dans cet atelier, par chance peut-être, aucun accident (avec arrêt de travail) n'avait été observé.

Après cette année MSP, j'ai demandé une affectation au complexe détergents de Chelghoum Laïd (à 50 kilomètres de Constantine). Il était encore en chantier (ouvert en 1976) et devait théoriquement être livré à la fin de l'année 1979. La multinationale Italconsult, chargée de sa construction, travaillait en collaboration avec nous - environ 45 ingénieurs et techniciens algériens. Nous avons tous les plans du projet et notre rôle consistait, chacun en fonction de sa spécialité, à superviser le degré de conformité des réalisations¹⁶. Mais le problème résidait dans la lenteur des travaux : en mai 1982, quand j'ai quitté le chantier, à peine 51% de l'usine était monté !

Ce qui engendrait des surcoûts : initialement le complexe devait coûter environ 49 milliards de centimes (en DA). A la date où je l'ai laissé son prix avait probablement été multiplié par trois. A l'échelle du pays, ce genre de situation a fait dire à l'ancien ministre du commerce extérieur, Smaïn Goumeziane¹⁷, que le "mal algérien" est aussi cette propension à payer systématiquement plus cher n'importe quel produit.

A force que les choses traînent, Italconsult a fini par abandonner le projet en 1981. A la suite de quoi, l'État a repris de nouveaux partenaires (deux multinationales occidentales) pour finalement avoir une usine "correcte" en 1986 !

Mais salarier des dizaines d'ingénieurs et techniciens durant plusieurs années, sans véritable contrepartie productive, revient très cher également. Surtout que le chantier était resté longtemps à l'arrêt. Conscients de ce gâchis, et surtout intéressés par une affectation qui nous rapprocherait de nos domiciles respectifs, nous avons proposé au chef de projet, en 1981, de nous muter momentanément à l'unité commerciale de la SNIC de Constantine, en attendant que l'usine soit terminée. Résultat de la démarche : convocation des techniciens "perturbateurs" devant le conseil de discipline de la société et sanction collective.

Aucun recours n'ayant abouti — auprès de différentes instances (Direction Générale, syndicat...) —, j'ai décidé de reprendre des études à l'Université de Constantine. En arrière-plan, j'avais une vague idée qui était d'étudier la psychologie et/ou la sociologie du travail pour les appliquer au cas de l'Algérie.

Malheureusement le système d'équivalence¹⁸ excluait cette possibilité pour les titulaires du BTS. Le net sentiment d'injustice et l'impossibilité de me réaliser socio-professionnellement, me conduisirent à penser au chemin de l'exil... Or le Centre Culturel Français de Constantine, après la victoire de la gauche (mai 1981), venait d'ouvrir aux jeunes Algériens, munis au moins d'un baccalauréat ou de son équivalent, un examen spécial de langue française (écrit et oral) d'entrée

¹⁶ Dans cette tâche, les responsables de la SNIC avaient jugé utile de faire appel à un bureau d'études canadien (Met-Chem) pour nous "assister" techniquement.

¹⁷ "La renaissance culturelle", *Le Matin* (Alger), 19/09/1994.

¹⁸ J'ai également essayé de m'inscrire à l'Université de Annaba, dans une filière technologique. Ce fut aussi un échec, malgré la recommandation d'un universitaire.

dans une université française. Pour mon inscription, j'avais choisi trois universités : Lyon, Toulouse et Clermont-Ferrand. Cette dernière m'avait répondu en premier (septembre 1982), je me suis donc retrouvé de nouveau étudiant (non boursier cette fois-ci).

Tout exil, dit-on, est un projet. Le mien n'est manifestement ni économique ni politique. En revanche, comme tout immigré qui se respecte, je me suis mis à cultiver l'espoir de revenir au pays avec "quelque chose" pour montrer que la dureté de l'exil peut être compensée par une réalisation de soi, profitable aux siens¹⁹. Néanmoins, si effectivement je n'ai redoublé aucune année universitaire, mon projet de recherche n'a pu se construire que progressivement, au cours de multiples expériences que j'ai pu vivre au sein, comme en dehors de l'Université.

Après une année d'études (1982-1983), alors que j'avais acquis mon passage en année suivante, je n'avais plus de ressources. Mais au hasard des rencontres, alors que le billet de retour était pris, je fis la connaissance d'un compatriote qui venait d'achever une thèse et qui libérait son poste d'enseignant vacataire de langue arabe, auprès de l'Amicale des Algériens en Europe.

Je n'avais jamais enseigné l'arabe et, mis à part les quelques éléments de "psycho", je me trouvais démuné de l'essentiel : la pédagogie. Le premier modèle qui me vint en tête fut celui de Cheikh Slimane. N'ayant ni ses connaissances ni son autorité (ou son prestige), j'ai opté alors pour une stratégie simple : à défaut d'apprendre vraiment à lire et à écrire l'arabe aux enfants en quelques mois, je pouvais essayer de leur faire aimer la langue et leur transmettre ce que je savais de la civilisation arabe et du Maghreb.

Les premiers contacts avec ma classe (1983-1984) n'ont pas été faciles et je me souviens surtout de la honte qu'éprouvaient certains enfants à dire ne serait-ce que le métier de leurs parents. Certains s'amusaient même à "s'insulter" par les métiers jugés négatifs : "fils d'éboueur !", lâchait un jour un enfant de 14 ans, à l'adresse d'un autre plus jeune. "Bougnoul", lui répondait un autre. J'ai résolu alors d'intervenir : "Nous sommes tous des frères et il n'est pas question qu'on s'insulte ainsi". Fermeté et mobilisation d'un rapport "traditionnel" ont finalement ramené la tranquillité. Au contact de cette classe, j'ai pu progresser en arabe et découvrir quasiment en même temps que les enfants les richesses de la calligraphie. Mais c'est surtout les questions de certains enfants qui m'ont le plus renvoyé à ma propre problématique de l'exil : "Si tu dis qu'il y a des universités au Maghreb, pourquoi es-tu venu jusqu'ici pour étudier la psychologie ?" Ce genre de questions m'a fait prendre conscience, peu à peu, que je me cherchais plus que je ne cherchais un "savoir".

L'année suivante, j'entre en licence et, parallèlement aussi, sur le "marché" de la formation pour adultes que je n'ai quitté qu'en 1997. A ce niveau, je découvre la variété des publics, des organismes de formation, le monde associatif et tout un secteur dit de "l'insertion" où la précarité des formateurs n'a d'équivalent que le désarroi des formés dont certains deviennent des stagiaires "permanents". Sous le label social et quelquefois franchement humanitariste²⁰, on trouve de tout

¹⁹ A défaut d'un retour définitif, comme prévu (à la fin des études, en 1996), j'ai envoyé gracieusement plusieurs exemplaires de ma thèse à différentes bibliothèques universitaires (Constantine, Alger, Annaba, Sétif...). A ce jour, seul le conservateur de l'Université de Constantine m'a confirmé la réception du document.

²⁰ L'exemple du Secours Populaire Français (SPF) est édifiant sur le plan de l'humanitarisme. En avril 1989 un collègue formateur m'avait contacté pour faire partie, comme psychosociologue-formateur, d'une association dite de Formation d'Insertion et de Travail (FIT), créée avec l'aide du SPF-63. L'objectif du FIT était de former des publics "exclus" des dispositifs habituels de prise en charge, pour les aider à s'insérer socialement. Dans ce cadre, en 1991, un des dirigeants du SPF (de Paris) me demanda de lui monter un projet de recherche-action en santé publique, pour la prévention des MST/Sida auprès de populations démunies. Le projet en question, destiné à sept départements, a été agréé en octobre 1991 par l'Agence Française de Lutte contre le Sida pour la somme de 482 900FF. Ce projet comprenait quatre phases : évaluation de l'existant, formation de 70 bénévoles, installation et suivi des permanences d'accueil-santé dans sept fédérations et, enfin, dix-huit mois après, évaluation des actions pédagogiques de prévention. Le problème est que, une fois l'enquête préalable menée (770 questionnaires et 70 entretiens), la formation mise en place, réalisée et très largement médiatisée par les dirigeants, le SPF ne voulait plus entendre parler d'installation de permanences d'accueil-santé et encore moins de paiement des frais de formation consentis par le FIT. En tant que concepteur et acteur de cette recherche-action, j'ai été témoin de cette supercherie. Sachant que j'étais le seul diplômé universitaire au FIT et inscrit de surcroît à l'époque en DEA Sciences de l'éducation à l'Université de Paris VIII,

et surtout des “pompes à fric ” — associations et/ou organismes de formation dont le seul souci est de rentabiliser les stages, souvent alimentés par les fonds publics et fonctionnant grâce à la généralisation du système de vacations (ou du paiement à l'heure).

L'alternance centre/entreprise, dans ce cadre, est souvent le meilleur moyen pour eux de faire des économies. Dans le cadre de cette “précarité ”, j'ai fait le “choix ” de m'investir davantage dans la formation de travailleurs sociaux, de militants ou salariés associatifs et les actions de lutte contre l'illettrisme et l'analphabétisme. Par un biais associatif, nous avons décidé en 1989, avec un groupe de six formateurs, de créer un centre permanent de lutte contre l'illettrisme²¹ avec une finalité d'insertion, notamment pour des femmes isolées et des Rmistes. Financé essentiellement par le Conseil Général, ce centre n'a pas duré, pour des raisons plus politiques que pédagogiques. Sur la base d'observations faites auprès de stagiaires maghrébins (dits “analphabètes ”), et en formalisant ma propre expérience du bilinguisme, j'ai projeté de m'inscrire en DEA à l'Université de Clermont II dès 1988-1989. Malheureusement, en raison de profondes divergences théoriques et méthodologiques, ce projet n'a jamais pu aboutir. En privé (dans les couloirs de l'UFR²² de Psychologie) le directeur²³ me signifia que j'avais obtenu un DESS (en psychologie sociale appliquée à la formation) et que c'était déjà beaucoup !

Sur le fond, indépendamment du fait que ma candidature soit celle d'un Maghrébin, je crois que le désaccord portait moins sur la nature du sujet que sur l'approche avec laquelle je comptais l'aborder. Pour le directeur c'était un fait acquis d'avance que “la langue française est supérieure à la langue arabe ” et partant la psychologie sociale-cognitive expérimentale devait prouver ou démontrer son “hypothèse ”. Pour ma part, outre que je trouvais son affirmation insensée, je proposais d'introduire comme autres grilles d'analyse la psychosociologie de l'éducation, la sociologie et l'histoire. C'est sur cette base, je crois, que mon projet a été accepté à l'Université de Paris VIII (UFR Sciences de l'Education, 1990-1991), et il a pu évoluer²⁴ en étant réellement confronté à d'autres points de vue (autrement plus ouverts) et à une approche multiréférentielle²⁵.

Au cours de cette évolution, j'ai pu dépasser l'hypothèse théorique du bilinguisme-biculturalisme dans laquelle je m'étais enfermé : la prise de conscience du caractère formel et politique du découpage en deux langues/deux cultures m'a conduit à sortir de deux cadres de référence particulièrement réducteurs. Le premier étant plus idéologico-politique, celui du nationalisme-modernisme (algérien), tendant à enraciner l'idée d'une coexistence “harmonieuse ” entre une langue de culture (l'arabe) et une langue de l'économie (le français), le tout enrobé de “socialisme

tout a été fait pour que je sois licencié et j'ai appris peu de temps après que mon licenciement avait aussi pour but de faire une place (au sein du FIT) à la nièce de la « directrice » du SPF 63.

Mais à supposer que le prix des deux opérations - enquête et formation - se soit élevé à environ 83.000 FF, je ne sais toujours pas qui a pris les 400 000 FF restants ni à quelle fin. Sans doute, les dirigeants du SPF, qui perçoivent des salaires de cadres supérieurs et dont certains sont au commandement depuis plus de 40 ans, visaient autre chose que la prévention des MST/Sida ou l'écoute des pauvres. Preuve en est, à ce jour les 70 entretiens que j'ai menés lors de la 1^{re} phase - en particulier avec des “clients ” démunis du SPF - sont restés en ma possession. Nadine Spira de l'unité 292 de l'Inserm (Paris), soi-disant partenaire du projet, était juste intéressée par les 770 questionnaires pour ses propres publications et communications. Pour le reste (l'essentiel), c'est-à-dire l'absence d'éthique et le non-respect méthodologique du protocole défini en “comité de pilotage”, aucune position n'a été prise par l'unité 292 de l'Inserm. S'agissant du SPF, gangréné par une bureaucratie coûteuse et un mode de direction opaque sur les plans financier et politique, il me semble logique que cette association qui investit un budget significatif dans la communication publique et les structures centrales - probablement plus de 40% du budget en frais de gestion et de personnel - se désintéresse à ce point de la parole des pauvres. J'en déduis donc que marketing social et charity business ne sont que les deux facettes d'un même outil moderne au service de l'humanitarisme et du détournement à la fois des valeurs de l'humanisme et de l'argent public.

²¹ Voir Ghouati A., “ Illettrisme : quelles stratégies pour la formation ? ”, *Actions Sociales en Auvergne*, N°12-13, 1991.

²² Cette observation n'enlève rien à l'estime et au respect que je j'ai toujours eus pour mes enseignants, notamment durant la période 1982-1987. Qu'ils soient encore une fois remerciés pour leur dévouement et la qualité de leurs interventions.

²³ Déjà en soutenance de mémoire de maîtrise, ce même professeur m'avait reproché d'avoir inclus dans ma bibliographie des ouvrages d'Ilya Prigogine et Isabelle Stengers (*La nouvelle alliance*) et d'Albert Jacquard (*Moi et les autres*).

²⁴ Voir Ghouati A., “ Algérie : l'illusion moderniste du système éducatif ”, *Afrique-Education*, 21, Paris, 1996.

²⁵ Voir Ghouati A., *Multiculturalisme et éducation : pour une école fondamentale polyculturelle en Algérie*, Editions Presses Universitaires du Septentrion/Anrt, Lille, 1999.

spécifique ». Le second cadre de référence, plus philosophique et tout aussi doctrinaire que le premier, prenant la forme ici du complexe expérimentalo-cognitivist, veut faire correspondre un certain ordre social, de préférence moderne-industriel, à un univers scientifique où seules les “preuves expérimentales” ou les faits fabriqués constituent un critère de jugement.

Ce changement s'est opéré en moi, pratiquement en même temps que j'approfondissais mes lectures sur les rapports entre tradition et modernité et sur l'histoire. Encouragé dans cette voie par le Professeur Guy Berger, j'en arrivais tout naturellement à introduire l'approche anthropologique. Or ces deux dernières approches, bien qu'insuffisamment maîtrisées, contribuèrent à me “libérer” définitivement de deux complexes : le complexe de “trahison”, par rapport à la “pureté” originelle et le complexe du “bâtard”, vis-à-vis de l'héritage des anciens.

En ce sens, l'idée d'une appartenance mono-identitaire me semble tout aussi monstrueuse que celle d'une hiérarchie entre les langues et les cultures. Mieux, j'assume une identité sociale plurielle — la dernière en date étant celle de père de deux enfants, citoyen clermontois, militant associatif — et à ce titre je revendique toutes les traditions et les archaïsmes réels et imaginaires de mes ancêtres, comme héritages co-construits parfois dans la violence, le déracinement et le sang.

Aujourd'hui, en tant qu'enseignant, s'il m'arrive encore de caresser l'espoir d'une “conciliation” entre mes expériences d'entreprise en Algérie et en France, du travail social, des pratiques d'insertion et du face à face pédagogique, j'ai surtout appris auprès des étudiants et des stagiaires que toute tentative pédagogique interculturelle serait vaine si l'on n'a pas soi-même explicité et assumé son propre multiculturalisme. C'est une démarche longue et coûteuse psychologiquement. Mais c'est par là que j'ai éprouvé et que j'éprouve encore du plaisir à enseigner.

Peu de temps après la soutenance de ma thèse — intervenue le 26 octobre 1996 — je faisais un rêve²⁶ tout aussi étrange que libérateur. En voici les principales lignes. “Ma mère meurt, je ne sais où. Cependant tout indique un village (dans le Puy-de-Dôme) en France, là où je me suis marié. Je porte seul le cercueil de ma mère sur ma tête. Je suis suivi par les gens de ce village. Je reconnais ma belle-mère et un paysan (R.) au visage rouge-vin. Le cercueil est en bois marron (le même bois que les masques africains). Sa forme est celle d'une coquille allongée, comme une pirogue (ou une felouque). Le cercueil est lourd. Je sens le poids et je résiste bien. Soudain le couvercle du cercueil glisse. Je vois alors une partie de la sépulture, vers les pieds surtout. Le corps est bien ficelé dans un linceul en cire vieillie. Ce constat me fait du bien et allège considérablement le cercueil sur ma tête. Je suis soulagé, serein. Les gens qui suivent me demandent d'enterrer ma mère ici. Je dis calmement au paysan au visage rouge-vin : “Si je l'enterre ici que dois-je dire là-bas à mes frères et sœurs ?... Adieu R., je t'aimais bien”. A pieds, content, je prends un chemin, comme pour aller annoncer la mort de ma mère. La route est en terre, mais gravillonnée. Au bord de ce chemin quelques enfants de chez moi marchent pieds nus et sont mal habillés. Mais le chemin est nettement ensoleillé...”

On peut lire ce rêve de plusieurs façons tant il renvoie à des dimensions plurielles (culturelle, politique, personnelle,...). Néanmoins une première et brève lecture socio-politique s'impose à moi : une certaine Algérie est morte ou plus exactement morte l'idée que je me faisais d'une Algérie post-indépendante, celle dans laquelle j'ai grandi et rêvé²⁷. Certes, je me suis égaré en tant qu'exilé. Mais c'est en plein exil et au cœur même de l'altérité que j'ai fait le deuil de cette

²⁶ J'ai fait ce rêve la veille d'un voyage au Maroc pour participer à un colloque international (consacré aux rapports entre “ Identités et éducation ”). En mai 1997, cela faisait plus de quatre ans que je n'étais pas rentré en Algérie. Ce voyage au Maroc revêtait donc une importance plus que symbolique. Dans mon intervention j'ai défendu l'idée selon laquelle l'Algérie pourrait renaître à elle-même, en s'appuyant d'abord sur ses propres richesses culturelles pour rebâtir son système éducatif.

²⁷ Voir aussi sur cette période Noureddine Saâdi, “ La décennie d'une génération flouée ”, *Le Matin* du 29/08/2000. Enfants, nous étions démunis de tout, mais la tête pleine d'espérance et d'attentes....

Algérie. C'est aussi, comme l'avaient déjà dit Jean Amrouche²⁸ et Abdelmalek Sayad²⁹, une façon de reconstruire un pays au moment même où je réalise que je le perds.

A ce stade du récit je ne peux m'empêcher de repenser à Rachid, "nomade en résidence forcée", l'un des héros de Kateb Yacine³⁰, notamment quand il disait : "(...) cette discorde que Nedjma semait partout sans songer à mal, c'était précisément l'arme de femme dont je désirais recevoir une seule blessure avant de prendre mon chemin, car la séparation me paraissait inéluctable... Enfin nous faisons silence autour de toutes ces choses, car nous ne tenions pas à troubler notre existence... Et puis nous voulions, avant d'envisager l'avenir, connaître toutes les survivances de la tribu, vérifier nos origines pour dresser un bilan de faillite, ou tenter une réconciliation (...)".

La génération des années 80, dont une bonne partie revit, malgré elle, notre condition sociale des années 60 a peut-être la tête moins "accrochée" aux étoiles, peut-être moins romantique et moins acculturée. Mais je crois que c'est par elle que tous les espoirs restent permis. C'est en tout cas par son "octobre 1988", par son sang, que cette génération a levé le voile sur une nouvelle Algérie. Rien n'est encore gagné, mais le chemin du rêve est ensoleillé...

Notes et références

Aït Mansour Amrouche Fadhma, *Histoire de ma vie*, Alger : Bouchène, 1990 (1^{ère} édition 1968)

Einaudi Jean-Luc, *La ferme Améziane*, Editions L'Harmattan, 1991

Fromentin Eugène, *Un été dans le Sahara*, Plon, 1910

Ghouati Ahmed, " Illettrisme : quelles stratégies pour la formation ?", *Actions Sociales en Auvergne*, N°12-13, 1991.

Ghouati Ahmed, " Algérie : l'illusion moderniste du système éducatif ", *Afrique-Education*, 21, Paris, 1996.

Ghouati Ahmed, *Multiculturalisme et éducation : pour une école fondamentale polyculturelle en Algérie*, Editions Presses Universitaires du Septentrion/Anrt, Lille, 1999.

Ghouati Ahmed, " Histoire de vie et vie de l'histoire : l'exil en héritage ", in : Leray C. et Boucharde C., *Histoire de vie et dynamique langagière*, Presses Universitaires de Rennes, 2000

Kateb yacine, roman *Nedjma*, Le Seuil, 1956 (rééd. 1975)

Petit Odette, *Laghouat. Essai d'histoire sociale*, Editions Collège de France, 1976

Sayad Abdelmalek, " Anthropologie de l'exil ", *Le Courrier de l'Unesco*, nov. 1996

Sayad Abdelmalek, *La double absence*, Editions Seuil, 1999

Tengour Habib, " Le fourvoisement des élites ", entretien, *Intersignes*, N°10 Spécial " Penser l'Algérie ", 1995.

²⁸ Voir la préface de Fadhma Aït Mansour Amrouche, *Histoire de ma vie*, Alger : Bouchène, 1990 (1^{ère} édition 1968).

²⁹ Voir " Anthropologie de l'exil ", *Le Courrier de l'Unesco*, nov. 1996 et *La double absence*, Le Seuil, 1999.

³⁰ Dans son roman *Nedjma*, Le Seuil, 1956 (rééd. 1975).